

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Direction de l'Aménagement des Territoires  
et de la Transition Écologique

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REGULUS SA UPG**

BP 73  
Centre Spatial Guyanais  
97372 Kourou

Références : ATTE/PRIE/PRA/CC/2023/571  
Code AIOT : 0006900028

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 14/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Unité de production de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS, relevant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Elle assure la fabrication et le chargement en propergol solide des lanceurs exploités sur le centre spatial guyanais que sont les corps de VEGA (P80), VEGA-C et Ariane 6 (P120).

L'Usine de Propergol de Guyane regroupe une quarantaine de bâtiments sur une superficie d'environ 300 hectares.

**Les thèmes de visite retenus sont les fiches de données de sécurité et les équipements sous pression.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection des installations classées remercie l'exploitant pour son accueil. En plus des points de contrôle, ont été abordés les thèmes suivants:

- suites de la pollution par des eaux perchloratées proche de la station de traitement biologique;
- projets sur les modifications souhaitées par l'exploitant sur son site en 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
16	Constitution des dossiers d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
17	Interventions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Article 35	/	Sans objet
2	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1	/	Sans objet
3	Règlement REACH	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	/	Sans objet
4	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
5	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
6	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet
7	Numéro d'enregistrement FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.1	/	Sans objet
8	Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
9	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
10	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Formation et qualification du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Chômage des installations	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
18	Prise en compte des observations	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
19	Exploitant	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 2.20	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a relevé aucune non-conformité les fiches de données de sécurité ainsi que leur gestion. Une attention particulière doit être apportée par REGULUS à la gestion et mise à jour des documents telle que la notice hygiène et sécurité déclinée sur les postes de travail.

Concernant les équipements sous pression, les travaux sont en cours mais il est attendu un planning consolidé pour savoir à quelle échéance seront résorbées les non-conformités sur les inspections et requalification périodique ainsi que la constitution des dossiers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article 35
<b>Thème :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> La FDS est tenue à disposition des opérateurs
<b>Constats :</b> REGULUS décline l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) en notices d'hygiène et de sécurité (NHS) pour un affichage au poste de travail. Également est présent sur le réseau de l'exploitant l'ensemble des fiches de données de sécurité sont mises à disposition.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées demande à REGULUS de préciser le processus qui encadre la rédaction des notices d'hygiène et de sécurité à partir de fiches de données de sécurité. Si l'une des seize rubriques d'une fiche de données de sécurité n'est pas synthétisée dans la notice d'hygiène et de sécurité idoine, l'exploitant devra expliquer pourquoi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1
<b>Thème :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'usage de la substance par l'exploitant n'est pas une utilisation déconseillée par la FDS
<b>Constats :</b> Ce point a été vérifié lors de l'inspection et, à travers la lecture des quatre fiches de données de sécurité sélectionnées (produits A, B, C et D), l'usage de la substance par l'exploitant est cohérent des indications mentionnées dans la fiche de données de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7
<b>Thème :</b> Produits chimiques, FDS : Rubrique 7
<b>Prescription contrôlée :</b> Les incompatibilités sont respectées par l'exploitant
<b>Constats :</b> Lors des visites dans les bâtiments 327, 312 et 309, l'inspection des installations classées a bien vérifié que les conditions de stockage permettent de gérer les incompatibilités entre les substances.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Langue FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité contrôlées par échantillonnage sont bien écrites dans leur intégralité en langue française.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Format FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<b>Constats :</b> Les quatre fiches de données de sécurité consultées sont datées et comportent les seize rubriques prévues à l'article 31.6 du règlement européen.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Coordonnées fournisseur FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
<b>Constats :</b> Les fiches de données de sécurité consultées par échantillonnage disposent toutes des coordonnées du fournisseur, d'un numéro de téléphone ainsi que d'un courriel d'une personne compétente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Numéro d'enregistrement FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.1
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les substances soumises à enregistrement, l'identificateur de produit doit être conforme à celui fourni pour l'enregistrement, et le numéro d'enregistrement attribué en application de l'article 20, paragraphe 3, du présent règlement doit également être indiqué. Des identificateurs supplémentaires peuvent être fournis, même s'ils n'ont pas été utilisés pour l'enregistrement.
<b>Constats :</b> Sur les quatre fiches de données de sécurité consultées, trois indiquent correctement les numéros d'enregistrement de la substance ou des substances composant le mélange (produit D). Seule le produit B n'identifie pas le numéro d'enregistrement REACH dans sa rubrique 1.1
<b>Observations :</b> L'inspection des installations demande à l'exploitant une explication sur l'absence de numéro d'enregistrement sur le produit B.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Les conseils sur le confinement d'un déversement d'une substance et sur son nettoyage sont déclinés au poste de travail avec la notice d'hygiène et de sécurité. Les directives sont conformes pour le confinement et le nettoyage aux indications précisées dans la fiche de données de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Conditions de stockage FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
<b>Thème :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage sont conformes aux recommandations de la fiche de données de sécurité. Par exemple lors de la visite terrain au bâtiment 309, le produit B est entreposé dans des réfrigérateurs en cohérence avec les valeurs mentionnées dans la FDS. Pour les produits utilisés en laboratoire, les fiches de données de sécurité des produits C et D un stockage à une température bien définie. C'est ce qui a été constaté lors de la visite terrain au bâtiment 312 qui est un bâtiment climatisé à ces températures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> La liste des équipements sous pression a été mise à jour et communiquée à l'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées demande à disposer d'un format exploitable de la liste des équipements sous pression (format Excel ou équivalent).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 11 : Caractéristiques des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Une analyse fine par l'exploitant, avec l'expertise de l'APAVE, aboutit à la discrimination de savoir si un équipement sous pression est soumis ou non à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Le référencement à la soumission ou non est indiqué dans la liste des équipements sous pression.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<b>Constats :</b> <p>REGULUS est en cours de contractualisation avec l'APAVE pour résorber le retard sur les vérifications périodiques de certains équipements et pour reconstituer les fonds de dossier manquants.</p>
<b>Observations :</b> <p>L'inspection des installations classées demande un nouvel état des lieux sous 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 13 : Vérification des échéances de La requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<b>Constats :</b> <p>REGULUS est en cours de contractualisation pour résorber le retard sur les vérifications périodiques de certains équipements et pour reconstituer les fonds de dossier manquants.</p>
<b>Observations :</b> <p>L'inspection des installations classées demande un nouvel état des lieux sous 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 14 : Formation et qualification du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
<b>Thème :</b> Autre, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.</p> <p>Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.</p> <p>Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les agents en charge du suivi des équipements sous pression ont été envoyés en formation en octobre 2023. La formation a été assurée par l'APAVE.</p>
<b>Observations :</b> <p>L'inspection des installations classées demande la communication sous 15 jours des attestations de formation ou habilitation des agents en charge du suivi des équipements sous pression.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Chômage des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4.III
<b>Thème :</b> Autre, Chômage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>III. - En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les équipements de marque EURORESERVOIR n°12301.1 et 12301.5 ont été déconnectés et évacués de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Constitution des dossiers d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.1
<b>Thème :</b> Autre, Constitution des dossiers d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li><li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li><li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li></ul> <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pour tous les équipements :</li><li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li><li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li><li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li><li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li><li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>La reconstitution des dossiers en cours chez l'exploitant et il est aidé dans sa tâche par l'APAVE.</p>
<b>Observations :</b> <p>REGULUS devra faire un état des lieux de la constitution des dossiers d'exploitation sous 6 mois et indiquer dans la liste des équipements sous pressions ceux qui disposent ou non d'un dossier d'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 17 : Interventions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26
<b>Thème :</b> Autre, Interventions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Au cours de son exploitation, un équipement peut faire l'objet d'interventions. Il peut s'agir de réparations ou de modifications.</p> <p>Une intervention peut être importante, notable ou non notable.</p> <p>Les critères permettant de classer les interventions sont précisés dans un guide professionnel approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB), publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'action en cours mais non soldée pour le moment.</p>
<b>Observations :</b> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées le délai pour réaliser la vérification des dossiers et éventuellement le contrôle manquant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale via le bordereau de transmission
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 18 : Prise en compte des observations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème :</b> Autre, Observations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<b>Constats :</b> <p>La pose du manomètre, observation du compte-rendu d'inspection périodique, a été installé sur l'équipement ROHRSYSTEM n°1007/37.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 19 : Exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 2.20
<b>Thème :</b> Autre, Identité de l'exploitant des ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>20. Exploitant : au sens du présent arrêté on entend par exploitant le propriétaire de l'équipement, son mandataire ou représentant dûment désigné.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a communiqué le 09 novembre 2023 un extrait du document qui donne la responsabilité à REGULUS d'assurer la conformité aux réglementations des matériels de l'ESA exploités sur le site, notamment dans son article 13.6 du document de référence ESA/LEG/350 du 16 avril 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite